

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014

1- Fonctionnement interne

11 – Assemblée générale du 18 mars 2014

L'assemblée générale a approuvé le rapport d'activité 2013, le compte de résultat et le bilan 2013.

Elle a été informée des projets de manifestations organisées pour marquer le centième anniversaire de la naissance et le vingtième anniversaire du décès de Paul Delouvrier

- 25 juin : colloque à la région Île-de-France ;
- 2 septembre : réunion devant les élèves du master affaires publiques de l'IEP Paris sur le thème du haut-fonctionnaire engagé dans la vie citoyenne ;
- 29 septembre : journée d'étude à l'ENA (Strasbourg) sur le même thème.

L'assemblée générale a approuvé le programme qui lui a été présenté.

12- Réunions du conseil de surveillance

18 mars 2014 : le conseil de surveillance a pris acte des décisions de l'assemblée générale réunie ce même jour, qui a approuvé le rapport d'activité 2013, ainsi que les comptes 2013. Il a débattu du programme de manifestations à organiser à l'occasion du centenaire de la naissance et des vingt ans du décès de Paul Delouvrier. Trois manifestations ont été retenues : colloque sur l'aménagement de l'Île-de-France en partenariat avec le Conseil régional ; réunions à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et à l'ENA sur le thème du haut-fonctionnaire engagé dans la vie citoyenne.

26 novembre 2014 : en ouverture de réunion, le président Jean-Pierre DUPORT a assuré Mme de MARGERIE de la sympathie de l'Institut à la suite du décès cruel qui l'a frappée, et a évoqué la mémoire de Pierre DELAPORTE, membre du conseil de surveillance, décédé le 17 mars 2014.

Le conseil a entendu une communication de Louis-Bernard BOHN, membre du directoire en charge de la trésorerie, sur l'exécution du budget 2014 et a débattu d'un projet de budget 2015.

Il a ensuite engagé un débat d'orientation concernant le devenir du baromètre, les leviers de financement et de notoriété à actionner. Il a également débattu des vecteurs de publicité à donner au futur colloque du 27 janvier 2015 consacré au dixième anniversaire du baromètre.

2- Les activités de l'Institut

21 – Centenaire de Paul Delouvrier

Conformément à ce qui avait été annoncé à la fin de l'année 2013 (cf. rapport d'activité 2013), l'Institut Paul Delouvrier a marqué le centenaire de la naissance de Paul Delouvrier et les vingt ans de son décès avec des manifestations qui ont visé à célébrer son œuvre, ses valeurs, et à illustrer leur permanence.

Le 25 juin 2014, le Conseil régional d'Île-de-France a accueilli un colloque « Planifier l'avenir de l'Île-de-France 1965 – 2030 ». Les nombreuses personnalités qui sont intervenues au cours de ce colloque ont évoqué le passé, le présent et l'avenir de l'aménagement de la Région. Ainsi, outre Jean-Paul Huchon, président du Conseil régional et Jean-Pierre Dupont, président de l'Institut, ont pris la parole :

- Jean Daubigny, préfet de la région Île-de-France ;
- Serge Goldberg, membre de l'équipe de maîtrise d'ouvrage du SDAURP de 1965 ;
- Valérie Mancret-Taylor, directrice générale de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France ;
- Hélène Vestur, conseillère d'État ;
- Elsa Sacksick, avocate ;
- Alain Amédéo, vice-président du Conseil régional ;
- Patrick Braouezec, président de la Communauté d'agglomération Plaine Commune ;
- Didier Bellier-Ganière, directeur adjoint de l'Agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP) ;
- Michel Clair, président du groupe Astria ;
- Pierre-Antoine Gailly, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ;
- Jean-Louis Girodot, président du Conseil économique, social et environnemental régional Île-de-France ;
- Gilles Leblanc, directeur régional interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement.

Les débats ont été animés par Philippe Estèbe, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, et Philippe Subra, professeur à l'Institut français de géopolitique.



Source : La revue Urbanisme – Hors série n° 49

Le 4 septembre 2014, la conférence de rentrée du master « Affaires publiques » de l'IEP de Paris a été consacrée au thème du « haut-fonctionnaire, citoyen engagé ». Trois personnalités se sont exprimées sous l'animation de Stéphane Paoli :

- Marion Guillou, présidente d'Agreenium,

- Robert Lion, conseiller régional, président de Paris Région Entreprises ;
- Louis Gallois, président de la fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertions sociales, membre du conseil d'administration de l'École Centrale de Paris.

L'attention soutenue des nombreux étudiants présents et leurs questions ont témoigné de la réussite de cette conférence qui a été clôturée par Jean-Pierre Duport.

C'est également sur le thème de « L'engagement citoyen des hauts-fonctionnaires » que l'ENA a organisé à Strasbourg, le 29 septembre, une journée d'étude pour les élèves de la promotion Jean de La Fontaine. Sont intervenus, outre Madame Nathalie Loiseau, directrice de l'ENA, et Jean-Pierre Duport :

- Christian Vigouroux, président de la section de l'Intérieur du Conseil d'État ;
- Jean-Paul Delevoye, président du conseil économique, social et environnemental (par vidéo enregistrée) ;
- Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan ;
- Stéphane Gompertz, Ambassadeur de France ;
- Anne Joubert, déléguée aux actions en faveur des SDF, secrétariat général de la Ville de Paris.

22 - Le baromètre

Le secrétariat général à la modernisation de l'action publique (SGMAP) et l'Institut Paul Delouvrier ont signé le 6 août 2014 une convention triennale de partenariat assurant le renouvellement – avec réduction du montant - de la subvention versée depuis plusieurs années par la DGME, puis par le SGMAP, en vue de permettre la réalisation du baromètre de mesure de l'opinion des Français et de la satisfaction des usagers de services publics régaliens.

L'Institut a lancé un appel d'offre pour la réalisation du baromètre 2014. C'est l'institut de sondages TNS-Sofres qui a été retenu. Il a produit la vague de décembre 2014 du baromètre. Après de nombreux échanges, en particulier avec Matthieu Delouvrier, sur l'exécution du baromètre et sur la présentation des résultats, les documents produits - ainsi que la présentation des résultats assurée par le directeur de l'Unité Stratégies d'Opinion lors du colloque du 27 janvier 2015 - ont été appréciés.

Les principaux enseignements de la vague de décembre 2014 sont les suivants :

- Aux yeux des Français, les services publics évoquent de plus en plus l'Etat et de moins en moins les entreprises publiques.
- S'ils devaient choisir entre une augmentation des impôts pour une amélioration des prestations ou une diminution des impôts accompagnée d'une réduction des prestations, près des deux tiers des Français (65%) privilégieraient cette dernière option.
- 59% des Français considèrent qu'il serait possible de réaliser des économies importantes sans diminuer la qualité des services proposés
- Alors que 67% des usagers sont satisfaits de la qualité des services publics, seuls 39% des Français en ont une bonne opinion.
- Historiquement, c'est parmi tous les services publics testés, l'emploi qui souffre de la plus mauvaise opinion avec une bonne opinion n'ayant jamais dépassé 30% et qui atteint cette année son niveau le plus bas jamais observé (11%). En baisse de 5 points, il est le seul service avec la Justice (-2) à ne pas bénéficier du rebond dans l'opinion évoqué constaté en général. A l'opposé, les forces de sécurité (police, gendarmerie) ont toujours bénéficié de l'opinion la plus favorable chez les Français depuis 10 ans avec des résultats de bonne opinion systématiquement supérieurs à 60% (66% en 2014).
- La satisfaction des usagers, de son côté, poursuit sa baisse entamée en 2011 pour atteindre son plus bas niveau jamais observé depuis la création du baromètre (67% vs. 76% en 2011). La détérioration sur ce point concerne tous les services publics, exception faite de la Justice (+3) et l'Education Nationale (+4). La santé publique (82%), la police et la gendarmerie (78%) et les services fiscaux (78%) restent néanmoins ceux qui satisfont le plus leurs usagers.
- Parmi les attentes chères aux Français concernant les services publics, la notion d'efficacité est à nouveau largement plébiscitée. Cette fois, il ne s'agit plus d'économies budgétaires au niveau national, mais bien de traitement des dossiers dans le cadre d'une relation directe et individuelle.
- La notion d'écoute est aujourd'hui primordiale et ressort particulièrement à l'occasion des dix ans du baromètre. Cela se voit directement à travers l'expression des attentes mais également par la volonté d'instantanéité dans la mise en relation. La tendance de société qui veut que l'on s'éloigne physiquement pour se rapprocher virtuellement se manifeste également dans les aspirations des Français à l'égard des services publics.

23- Découverte des métiers

Les Ambassadeurs des Métiers sont toujours actifs. Une aide a été fournie à la Direction Départementale des Services de l'Education Nationale (DSDEN pour constituer une liste de professionnels toujours en activité ou ayant eu un parcours intéressant, pour intervenir, lors de réunions ou de forums, organisés par les établissements scolaires ou par les villes, généralement par le service "jeunesse".

Ensuite, le choix des Ambassadeurs appartient aux responsables des établissements ou des villes, qui envoient leurs invitations et qui gèrent les réunions.

Le pilote de l'action, M. Jean Cornillault, a, comme l'année dernière, une impression d'essoufflement. Les chefs d'établissements sont débordés et la DSDEN est absorbée par ses réorganisations induites lors d'un changement de Directeur, ce qui s'est produit pratiquement chaque année.

Les enseignants ne paraissent pas toujours très motivés. Cette constatation vaut également pour les responsables de CDI ou de BDI, suivant le cas. Or il ne semble pas suffisant de passer rapidement sur les stands d'un forum et prendre des documentations, sans même adresser la parole à la personne de permanence, pour se faire une idée valable sur un métier.

Les Trophées de la Découverte Professionnelle se sont déroulés le 7 mai au Lycée des Frères Moreau à Quincy s/s Sénart. Onze collègues avaient prévu de participer, mais seulement 9 ont effectivement réalisé un stand. Le jury présidé par Monsieur Cornillault, a fait le tour de tous les stands, en questionnant les élèves afin d'établir le classement.

Plusieurs ont dépassé le cadre habituel des Trophées. Ce sont de véritables mini-entreprises qui ont été constituées, chaque élève ayant un rôle bien défini, depuis la direction générale jusqu'au responsable de production, sans oublier les commerciaux et les administratifs. On a aussi pu noter la belle réalisation d'une maquette d'aéroport, avec la présentation de tous les métiers présents sur ce site, ainsi que des actions pour la promotion de l'enseignement et le "rattrapage" des élèves décrocheurs.

24- Soutien scolaire

Le soutien scolaire s'est poursuivi en 2014 au lycée Colbert et en collaboration avec la Fondation Un Avenir Ensemble. Le nombre d'élèves aidés est sensiblement le même qu'en 2013.

Une réunion des enseignants s'est tenue au cours d'un petit déjeuner à la maison des polytechniciens en Octobre 2014 : les échanges ont été très nombreux et il a été convenu qu'il fallait recruter les jeunes dès la seconde pour que la période de soutien soit plus longue et donc plus efficace.

A noter quelques difficultés au Lycée Colbert en raison du changement du responsable : nous recherchons la voie pour améliorer cette situation.

3- Activités diverses

Contacts avec la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de nouer un partenariat ;

Envoi à l'association ELECTRA (EDF) d'un projet de renouvellement de la convention triennale arrivée à terme en 2014 ;

Participation aux réunions du comité stratégique du programme de prévention et de lutte contre les discriminations (PCLD) du conseil général de l'Essonne ;

Présence au dîner annuel de la fondation Hippocrène en vu de recueillir des fonds ;

4- Bilan et compte de résultat 2014